



CARSOC *asbl*

**Centre d'Appui au Renforcement de la Société Civile et la Bonne
Gouvernance en R.D. Congo**

Projet d'Appui à la Réingénierie de la Nation Congolaise - PARNaC

PROGRAMME PERMANENT D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE CONGOLAISE

= PADSOC =

Pour Améliorer la Sélection des Gouvernants et les Contraindre à la Performance.

Par Dr. Ndungu V.K.

= Février 2024 =

CONTACT:

CARSOC asbl

Téléphone: **+243 979 946 064**

+243 815 733 053

Courriel: carsocasbl@yahoo.com

dr.ndungo.vk@gmail.com

SOMMAIRE

Titre :	Programme Permanent d'Appui au Développement de la Société Civile Congolaise (PADSOC)
Domaine :	Culture démocratique et éducation à la citoyenneté.
Lieu d'exécution :	République Démocratique du Congo : 1.445 paroisses catholiques et/ou protestantes. Le territoire de chacune des 1445 paroisses catholiques de la RDC est le lieu d'opération du programme.
Agences d'exécution :	• CARSOC – Centre d'Appui au Renforcement de la Société Civile et la Bonne Gouvernance en R.D. Congo. • Conférence Nationale Episcopale du Congo (CENCO) et les paroisses catholiques disséminées sur le territoire national. • Eglise du Christ au Congo (ECC) et les paroisses protestantes disséminées sur le territoire national.
Source de financement :	• CARSOC • Directions des églises participantes (CENCO et ECC) • Cotisations des paroissiens • Différents partenaires.
Durée :	Cinq ans

CONTENU

1. Introduction	5
2. Contexte et justification	6
2.1. Analyse du problème	6
2.2. Situation actuelle et justification du programme	6
3. Vision, mission, objectifs et activités	8
3.1. Vision	8
3.2. Mission	8
3.3. Objectifs	8
3.4. Activités	8
4. Structures de mise en œuvre et de gouvernance.....	10
4.1. Structure de mise en œuvre	10
4.2. Structure de gouvernance	11
5. Conclusion	12
6. Présentation de CARSOC asbl	13

I. INTRODUCTION

Le Centre d'Appui au Renforcement de la Société Civile et la Bonne Gouvernance Locale en R.D. Congo (CARSOC), ONG congolaise, a exécuté du 1er juin 2022 au 20 décembre 2023 le « Programme élections R.D. Congo – 2023 de la société civile congolaise » (www.changecongo.org). Ce programme a consisté à appuyer les acteurs congolais prodémocratie (société civile et partis politiques) pour renforcer leurs capacités dans le cadre du processus électoral qui s'est clôturé le 20 décembre 2023. Plusieurs activités de sensibilisation et d'interpellation des acteurs politiques majeurs congolais ont été réalisées. Le programme s'est clôturé par le déploiement des activités visant le renforcement des capacités des citoyens à voter efficacement à travers le projet dénommé « Programme d'Éducation Électorale Intensive (PEEI) » mis en œuvre d'octobre à décembre 2023.

Le Programme Permanent d'Appui au Développement de la Société Civile Congolaise (PADSOC) succède à ce premier programme. Il va s'atteler à préparer dans la durée la société civile à une sélection efficace des dirigeants du pays aux élections générale de 2028, tout en les outillant à exercer un contrôle citoyen rigoureux sur les dirigeants issus des élections de 2023 de manière à les « contraindre » (pousser) à la performance tout au long de cette législature.

Dans cette perspective, l'action du PADSOC va consister à étendre l'expérience du programme d'éducation électorale intensive. Le PEEI a procédé par la création des équipes au sein des paroisses catholiques et protestantes, qui par la suite avaient la charge de réaliser l'éducation des électeurs dans leurs communautés respectives. Malgré ses ressources limitées, ce programme a pu travailler avec ces équipes dans 50 paroisses catholiques à Kinshasa et 40 paroisses protestantes et catholiques à Goma.

À travers le PADSOC, il s'agira donc de généraliser la création des équipes permanentes au sein des 1445 paroisses de l'église catholiques du Congo (ainsi qu'au sein des paroisses protestantes opérant dans les territoires de ces paroisses catholiques). Par la suite, le programme va mettre en œuvre un processus permanent de renforcement des capacités de ces équipes pour qu'elles s'acquittent adéquatement de la tâche d'appuyer le développement des sociétés civiles locales et des capacités de mobilisation collective des citoyens dans leurs rayons d'action respectifs (territoire couvert par une paroisse).

Car, c'est le développement des sociétés civiles locales et de leurs capacités de mobilisation collective qui offrira aux populations congolaises dans leurs localités respectives la possibilité de défendre la démocratie et la bonne gouvernance au niveau local et supra-local, et de revendiquer leurs droits au bien-être économique et social, c'est-à-dire leur développement.

II. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

2.1. Analyse du Problème

La République Démocratique du Congo (RDC) est un État dont le développement est compromis par la qualité de ses dirigeants, passés et actuels, qui imposent à la société des pratiques de mauvaise gouvernance tous azimuts.

En effet, la RDC est un pays dont la population vit dans un État en faillite, croupissant dans une misère indescriptible; à la merci d'une classe politique majoritairement réputée médiocre et en quête permanente de l'opulence et de la conservation sans mérite des pouvoirs politiques pour garantir l'enrichissement personnel. Les agissements inconséquents et inconsistants de cette classe politique dirigeante rejaillissent négativement sur toute la nation, en fragilisant l'État et le rendant une proie facile aux intérêts étrangers. D'où la persistance des guerres et de l'insécurité à travers le pays.

Dans ce contexte, l'absence d'une société civile développée et dynamique empêche de sortir de l'ornière, en laissant le champ libre aux dirigeants congolais à tous les niveaux d'abuser de leurs pouvoirs. La société civile congolaise souffre en effet d'une incapacité chronique de mobilisation collective dans des revendications pour promouvoir l'intérêt général. Tout indique plutôt que les congolais se mobilisent davantage dans des contextes festifs et joyeux (comme observé lors de la campagne électorale et d'autres occasions sportives ou musicales), mais beaucoup moins dans des contextes de revendication ou lorsqu'il y a un quelconque risque à leur sécurité (telle une confrontation avec la police).

2.2. Situation actuelle et Justification du programme

À la clôture du « Programme élections R.D. Congo – 2023 de la société civile congolaise », quelques constats majeurs relevés ont démontré la nécessité de poursuivre l'intervention à travers un autre programme plus adapté pour relever les défis qui en découlent. Ces constats sont les suivants:

1. Des faiblesses organisationnelles et fonctionnelles endémiques des groupes et mouvements citoyens à la base qui constituent des sociétés civiles dans les localités;
2. L'engagement prodémocratie très modeste de plusieurs grandes organisations de la société civile durant la législature 2019-2023 (contrairement à la période précédente), à la suite de certaines allégeances politiques de leurs dirigeants.
3. L'absence totale des capacités de mobilisation par des organisations de la société civile de leurs membres ou des populations en général, au niveau tant local que supra-local, dans des actions de contrôle citoyen des gouvernants ou de revendication des droits économiques et sociaux.

4. La grande facilité des électeurs à se faire manipuler ou corrompre par des candidats aux élections.
5. Le caractère ponctuel des interventions d'éducation électorale limitées à quelques semaines avant les scrutins.
6. La grande propension des gouvernants à tous les niveaux (national, provincial et local) et dans toutes les institutions publiques à la mauvaise gouvernance.

Le Programme Permanent d'Appui au Développement de la Société Civile Congolaise (PADSOC) va exploiter certains acquis du programme précédent pour déployer des activités qui permettront de corriger ces situations dans le moyen et le long terme. Un des acquis importants allant dans ce sens découle de la dernière activité réalisée durant les trois mois avant les élections du 20 décembre 2023 intitulée Programme d'Éducation Électorale Intensive (PEEI). Cette activité a en effet permis de créer au sein d'environ quatre-vingt-dix (90) paroisses catholiques et protestantes à Kinshasa et à Goma des équipes constituées chacune d'une dizaine de personnes chargées d'éduquer les électeurs dans leurs communautés de vie.

En généralisant la création de ces équipes dans au moins 1445 paroisses (catholiques et protestantes) de la RDC et en renforçant leurs capacités organisationnelles et fonctionnelles, celles-ci deviendraient des structures permanentes d'actions visant le développement des sociétés civiles communautaires dans les territoires des paroisses respectives. Ces équipes constitueront ainsi des écoles permanentes de formation pour le développement de la société civile dans chaque localité du pays, tout en étant elles-mêmes des composantes mobilisables et mobilisatrices de ces sociétés civiles locales.

Le résultat des actions du PADSOC au niveau de la base sera l'émergence, par effet de synergie, des sociétés civiles dynamiques au niveau municipal, provincial et national; disposant des capacités renforcées de mobilisation collective pour « contraindre » à la performance les dirigeants, à travers la défense de la démocratie et la bonne gouvernance ainsi que des revendications vigoureuses pour l'amélioration des conditions socio-économiques de vie des populations. Par ailleurs, les électeurs auront acquis, bien avant les élections de 2028, des capacités accrues pour voter leurs futurs dirigeants avec lucidité sans céder aux manipulations de toutes sortes des candidats.

III. VISION, MISSION, OBJECTIFS ET ACTIVITÉS

3.1. Vision

La vision du Programme Permanent d'Appui au Développement de la Société Civile Congolaise (PADSOC) est de « **Développer la société civile congolaise pour améliorer la sélection des gouvernants et leurs performances** ».

3.2. Mission

La mission du PADSOC se formule comme suit :

« Améliorer la sélection des gouvernants congolais et accroître leur performance en matière de démocratie, de gouvernance et de développement socio-économique, en construisant des capacités locales de mobilisation et d'action collective pour :

1. Influencer et contrôler l'action des gouvernants;
2. Défendre la démocratie et la bonne gouvernance et voter efficacement;
2. Revendiquer efficacement le droit au bien-être économique et social ».

3.3. Objectifs

Les objectifs à atteindre par le PADSOC sont :

1. Faire émerger et renforcer le développement organisationnel des groupes d'actions civiques (nouveaux et préexistants) dans les localités congolaises.
2. Développer les capacités des groupes d'actions civiques et des résidents des localités à défendre la démocratie et la bonne gouvernance ainsi qu'à voter efficacement leurs dirigeants.
3. Amener les groupes d'actions civiques et les résidents des localités à intensifier les revendications de leurs droits au bien-être économique et social.

3.4. Activités

Les principales activités du programme PADSOC correspondant à chacun des trois objectifs ci-dessus sont les suivantes :

1. Activités pour l'émergence et le développement organisationnel des groupes locaux

- a. Répertorier les groupes formels et informels locaux pouvant servir à l'action civique.
- b. Encourager et appuyer la création des groupes thématiques autour des enjeux locaux.
- c. Éduquer les groupes locaux en matière de développement organisationnel, d'autonomisation financière et d'actions en réseaux locaux ou supra-locaux.

- d. Éduquer les groupes locaux et les résidents sur le rôle et les moyens d'action de la société civile dans l'espace public.
- e. Éduquer les groupes locaux et les résidents sur les techniques de mobilisation collective au niveau local et supra-local.

2. Activités pour la défense de la démocratie et de la bonne gouvernance et le vote efficace

- a. Éduquer les groupes locaux et les résidents en matière de principes et pratiques de la démocratie et de la bonne gouvernance.
- b. Éduquer les groupes locaux et les résidents en matière d'identification des enjeux de démocratie et de bonne gouvernance qui requièrent leur mobilisation.
- c. Éduquer les groupes locaux et les résidents sur l'importance et les techniques de contrôle citoyen de la démocratie et de la bonne gouvernance au niveau local et supra-local.
- d. Éduquer les groupes locaux et les résidents en matières électorales.

3. Activités pour l'intensification des revendications du droit au bien-être économique et social

- a. Éduquer les groupes locaux et les résidents en matière d'identification des enjeux économiques et sociaux locaux et supra-locaux qui requièrent leur mobilisation.
- b. Éduquer les groupes locaux et les résidents sur l'importance et les techniques de défense des droits économiques et sociaux.
- c. Éduquer les groupes locaux et les résidents en matière d'action collective pour produire ou entretenir certains biens publics locaux.

IV. STRUCTURES DE MISE EN ŒUVRE ET DE GOUVERNANCE

4.1. Structures de mise en œuvre

La mise en œuvre du PADSOC se fera à travers deux structures permanentes, à savoir les Commissions Démocratie et Développement (CDD) créées dans les paroisses respectives, d'un côté, et la direction nationale du programme ou Bureau d'appui aux CDD, de l'autre côté.

1. Les Commissions Démocratie et Développement (CDD)

L'ensemble des activités du PADSOC énumérées ci-dessus sera réalisé principalement par les Commissions Démocratie et Développement (CDD) au sein de leurs localités d'appartenance. Ceci étant, les CDD sont les instruments essentiels de réalisation de la mission et des objectifs du présent programme.

En effet, le programme PADSOC va donner l'impulsion pour la création des Commissions Démocratie et Développement (CDD) dans les 1445 paroisses catholiques du Congo. Ces CDD seront également créées dans les différentes paroisses protestantes majeures. Les CDD sont des équipes de dix à quinze volontaires composés des laïcs intellectuels engagés dans les activités courantes de leurs paroisses respectives. Le choix du territoire paroissial comme lieu de mise en œuvre des activités du programme se justifie par le fait qu'il s'agit d'un espace géographique restreint permettant des actions de proximité avec les groupes locaux et les résidents.

Les CDD sont calquées sur le modèle des Commissions Justice et Paix (CJP) existant actuellement dans les différentes paroisses. Elles constituent les organes par excellence d'intervention du PADSOC au niveau de la base pour développer les sociétés civiles locales et leurs capacités, d'un côté, de mobilisation collective pour défendre la démocratie et la bonne gouvernance ainsi que de voter efficacement et, de l'autre côté, de revendiquer leurs droits au bien-être économique et social. C'est par effet de synergie que ces sociétés civiles et capacités de mobilisation collective renforcées au niveau local (territoire couvert par chaque paroisse) produiront le développement des sociétés civiles et des capacités de mobilisation collective au niveau municipal, provincial et national.

2. La direction nationale du programme ou Bureau d'appui aux CDD

La direction nationale est l'organe de gestion du PADSOC. Au-delà de cette tâche de gestion, son intervention dans la mise en œuvre du programme se situe à un triple niveau.

Premièrement, la direction nationale s'occupera de l'implantation et opérationnalisation des Commissions Démocratie et Développement (CDD) dans les paroisses catholiques et/ou protestantes disséminées à travers le pays.

Deuxièmement, la tâche la plus importante de la direction nationale sera de travailler de façon permanente au renforcement des capacités de différentes CDD pour les rendre aptes à réaliser les activités respectives du programme visant le développement des sociétés civiles à la base et de leurs capacités. À cet effet, la direction nationale conçoit, mobilise les ressources et met en œuvre des projets spécifiques destinés aux CDD.

Enfin, troisièmement, la direction nationale veillera à la création et opérationnalisation des structures de coordination entre les CDD au niveau municipal, provincial et national pour accroître l'impact de leur travail en réseaux sur le développement de la société civile et la mobilisation collective à ces différents niveaux.

4.2. Structures de gouvernance

Sous la supervision collégiale des directions du Centre d'Appui au Renforcement de la Société Civile et la Bonne Gouvernance (CARSOC) et des deux églises participantes (catholique et protestante), le programme PADSOC sera gérée par une direction nationale ou bureau d'appui aux CDD structuré comme suit :

- Un(e) directeur(trice) nationale
- Un(e) directeur(trice) technique
- Un(e) directeur(trice) administratif(ve) et financier(e)
- Un bureau de Projets d'appui aux CDD.

V. CONCLUSION

Le Programme Permanent d'Appui au Développement de la Société Civile Congolaise (PADSOC) contribue à la préparation progressive dans la durée de la société civile congolaise pour les prochaines luttes pacifiques visant la construction d'un État démocratique et de droit en R.D. Congo. Car, ce sont ses faiblesses multiformes qui expliqueraient en grande partie la propension et la facilité d'instaurer la mauvaise gouvernance et des formes de dictature par les différentes élites politiques après leur accession au pouvoir.

Il existe en RDC deux grandes structures de la société civile dont l'engagement envers la démocratie congolaise est sans faille : l'église catholique et l'église protestante. Ce sont aussi les deux structures dont la présence sur l'ensemble du territoire national est effective à travers les paroisses disséminées sur l'ensemble du territoire national. Au niveau local, ces paroisses sont aussi des structures les mieux organisées et les mieux dotées autant en infrastructures qu'en ressources humaines constituées des élites locales actives comme paroissiens. Tous ces facteurs font de ces deux églises le cadre institutionnel privilégié pour la mise en œuvre du PADSOC.

C'est à ce titre que le CARSOC va répliquer avec les structures de base de ces deux églises leur expérience commune lors de la mise en œuvre du Programme d'Éducation Électorale Intensive (PEEI) d'octobre à décembre 2023 ayant consisté à la création des groupes d'acteurs locaux rattachés aux paroisses respectives pour réaliser l'éducation des électeurs dans leurs localités. Cette fois-ci, ces groupes travailleront à appuyer le développement et la dynamisation des sociétés civiles locales.

Présentation du CARSOC asbl

CARSOC – CENTRE D’APPUI AU RENFORCEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LA BONNE GOUVERNANCE EN R.D. CONGO

Le CARSOC est une organisation non-gouvernementale (association sans but lucratif) créée par quelques universitaires et personnalités en RDC dont les recherches ou les actions portent sur la promotion du rôle de la société civile dans la construction de la démocratie et de la bonne gouvernance. Il fut enregistré en 2011 en RDC au Ministère de la Justice et au Ministère de l’Intérieur.

Comme le dit son nom, le CARSOC vise à faire émerger une société civile dynamique en R.D. Congo pour influencer et pousser (contraindre) les gouvernants à la performance.

Le CARSOC a exécuté du 1er juin 2022 au 20 décembre 2023 le « Programme élections R.D. Congo – 2023 de la société civile congolaise » (www.changecongo.org). Ce programme a consisté à appuyer les acteurs congolais prodémocratie (société civile et partis politiques) pour renforcer leurs capacités dans le cadre du processus électoral qui s’est clôturé le 20 décembre 2023. Plusieurs activités de sensibilisation et d’interpellation des acteurs politiques majeurs congolais ont été réalisées. Le programme s’est clôturé par le déploiement des activités visant le renforcement des capacités des citoyens à voter efficacement à travers le projet dénommé « Programme d’Éducation Électorale Intensive (PEEI) » mis en œuvre d’octobre à décembre 2023.

La période électorale étant passée, le CARSOC s’investit maintenant à contribuer à la reconstruction de la RDC et du bien-être de son peuple en proposant autant aux dirigeants qu’à la société civile des stratégies visant la réingénierie de la nation congolaise. Dans le cadre de ce nouvel engagement du CARSOC, le « Programme Permanent d’Appui au Développement de la Société Civile Congolaise (PADSOC) » en cours de lancement (si les deux grandes églises catholiques et protestantes de la RDC se l’approprient) et l’« Agenda d’un Choc Systémique en R.D. Congo pour Transformer l’État, l’Économie et la Société » constituent les deux faces d’un même projet. Le premier vise à redynamiser la société civile tandis que le second, d’un côté, fournit à cette dernière de la matière pour agir dans l’espace public par des revendications. De l’autre côté, celui-ci propose aux nouveaux élus et dirigeants cette même matière pour les inciter à appliquer les réformes proposées et pour accroître leur efficacité et efficience dans ce processus.